

Bâtir un système alimentaire sain, juste et durable :

Recommandations du Réseau pour une alimentation durable dans le cadre d'*Une politique alimentaire pour le Canada*

Octobre 2017



Table des matières

Sommaire	2
Introduction	4
Principes directeurs	5
Améliorer l'accès à des aliments abordables :	5
Améliorer la salubrité des aliments et la santé :	7
Préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air	8
Produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure	11
Gouvernance collaborative	15
Allocations budgétaires	16
Conclusion: Notre vision d'un système alimentaire sain, juste et durable	17
À propos du Réseau pour une alimentation durable	18
Annexe A : Membres du Réseau pour une alimentation durable	19
Annexe B : Associés du Réseau pour une alimentation durable	20
Références	21

Sommaire des recommandations du Réseau pour une alimentation durable au sujet de la politique alimentaire pour le Canada

La politique alimentaire pour le Canada doit faire de notre système alimentaire un moteur de changements sociaux positifs, par la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé humaine et l'accroissement du développement économique durable, afin de bâtir un système plus sain, plus juste et plus viable, conférant à toutes et à tous le droit à l'alimentation.

Pour que cette vision se réalise, la politique alimentaire pour le Canada doit:

Investir dans la gouvernance collaborative et doit mettre à profit l'innovation sociale dans le secteur de l'alimentation.

- prévoir la création d'un conseil national sur la politique alimentaire disposant d'un budget initial de 3 millions de dollars (qui augmenterait jusqu'à 5 millions de dollars), afin de réunir divers intervenants chargés de superviser la mise en œuvre et l'évaluation de la politique alimentaire pour le Canada;
- mettre à profit des innovations d'initiative communautaire et en étendre la portée au moyen d'un fonds pour l'innovation alimentaire et sociale doté de 65 millions de dollars sur cinq ans.

Élargir l'accès à des aliments abordables en faisant du droit fondamental à l'alimentation une réalité pour tous les Canadiens et Canadiennes.

- Élaborer une feuille de route pour la concrétisation progressive du droit à l'alimentation.
- Veiller à ce que des données nationales complètes et pertinentes sur l'insécurité alimentaire soient recueillies et analysées, en rendant obligatoire le module sur la sécurité alimentaire des ménages de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes.

Rendre les aliments plus sains et plus salubres grâce à des lignes directrices alimentaires qui intègrent la nutrition et la durabilité, ainsi que des mesures favorisant l’approvisionnement public d’aliments bons pour la santé et issus de l’agriculture durable.

- Créer un programme alimentaire scolaire universel à frais partagés, et travailler avec les services et les dirigeants autochtones afin d’établir un programme pour une saine alimentation dans les écoles des réserves des Premières Nations.
- Inciter les établissements à s’approvisionner localement et à acheter des produits issus de l’agriculture durable, afin d’utiliser au mieux les deniers publics pour profiter pleinement des avantages que cela procure sur le plan de la santé, de l’économie et de la viabilité, et soutenir les producteurs locaux.
- Revoir les protocoles de salubrité des aliments et les systèmes d’assurance afin de mieux appuyer les systèmes alimentaires locaux à petite échelle qui sont durables, et prendre en considération des objectifs de santé et d’accessibilité des aliments dans leur mise en œuvre.

Préserver la qualité des sols, de l’eau et de l’air en faisant la promotion de pratiques de production et d’approvisionnement alimentaires qui ont pour effet d’enrichir, et non d’appauvrir, l’environnement naturel, notamment par la protection des terres arables et de la biodiversité.

- Créer davantage de mesures de soutien et d’occasions de formation pour aider les agriculteurs et les pêcheurs à faire la transition vers des pratiques plus durables et agroécologiques.
- Présenter un énoncé de politique faisant de la protection des terres agricoles du Canada un intérêt national, et travailler avec les partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux à l’établissement de mécanismes destinés à protéger ces terres et à contrôler leur utilisation.
- Travailler avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu’avec les administrations municipales à l’élaboration d’une stratégie nationale de réduction du gaspillage alimentaire, afin de surveiller le gaspillage dans la chaîne d’approvisionnement, de fixer des cibles et d’appliquer des solutions novatrices.

Produire une plus grande quantité d’aliments de qualité en investissant dans les systèmes d’alimentation locaux et régionaux et en augmentant les aides en faveur de pratiques de production et de récolte plus durables.

- Veiller à ce que les politiques et programmes agroalimentaires prennent en compte la diversité des agriculteurs et des pêcheurs, et fassent de la production d’aliments agroécologiques et biologiques des secteurs stratégiques d’investissement prioritaire pour favoriser la croissance du secteur.
- Investir dans les innovations et les infrastructures sociales nécessaires au développement et à la prospérité des économies locales et régionales dans le domaine de l’alimentation, particulièrement dans les collectivités nordiques, éloignées et autochtones.

Introduction

Depuis sa création en 2001, le Réseau pour une alimentation durable a pour priorité le développement d'une politique alimentaire pancanadienne qui inclut des objectifs liés à la santé, l'environnement, l'économie et l'équité. Cette politique a été, dans les 10 dernières années, l'objet principal de plusieurs campagnes et projets de recherche. Parmi ceux-ci, on retrouve la campagne *Je mange donc je vote* de 2015 demandant la création d'une politique alimentaire intégrée. Cette campagne a donné lieu à soixante-neuf événements à travers le Canada et a accueilli plus de 4000 participant-e-s. De 2008 à 2011 s'est aussi déroulée l'initiative politique populaire *Du pain sur la planche : une politique alimentaire populaire pour le Canada* qui a fait appel à la collaboration de 3500 Canadien-ne-s ayant une vision audacieuse et inspirante du système alimentaire du Canada.

Plus récemment, le Réseau pour une alimentation durable a organisé un processus de participation à plusieurs volets – dans lequel l'ensemble de ses membres et de multiples intervenant-e-s du système alimentaire ont été impliqués - permettant d'ouvrir la voie et d'apporter notre contribution aux consultations d'*Une politique alimentaire pour le Canada*. Au début de mai, nous avons publié *D'une mosaïque complexe vers une politique cohérente* (Réseau pour une alimentation durable, 2017), un document de discussion sur les principes et les priorités d'une

politique alimentaire nationale au Canada. Coïncidant avec l'annonce de la période de consultations d'*Une politique alimentaire pour le Canada*, nous avons partagé le document *Cinq grandes idées pour un meilleur système alimentaire*, précisant les thèmes clés qui, selon nous, devraient guider le développement de cette politique. Plusieurs de ces idées concordent avec les thèmes clés du gouvernement. De plus, nous avons consulté nos membres et les avons soutenus dans l'organisation d'événements *Quelle est votre recette pour un meilleur système alimentaire?* qui se sont déroulés à travers le Canada et qui avaient pour objectif d'apporter aux consultations le point de vue de divers professionnel-le-s et groupes communautaires. Certaines des observations initiales émanant de ces événements sont incluses dans ce document. Le rapport complet sera soumis séparément à Agriculture et agroalimentaire Canada. Enfin, nous avons codirigé plusieurs processus multipartites avec d'autres acteurs clés de l'industrie, du gouvernement et du milieu universitaire pour établir une base commune autour de divers domaines clés, tel que la gouvernance.

Une politique alimentaire pour le Canada représente une occasion unique d'établir une vision à long terme pour notre système alimentaire, afin qu'il puisse promouvoir à la fois la prospérité et l'égalité, tout en identifiant les actions prioritaires à entreprendre à court terme pour relever les défis les plus pressants.

Principes directeurs

Ce document s'articule autour des quatre thèmes définis dans le cadre des consultations du gouvernement. Toutefois, avant d'aborder ces thèmes, nous croyons important de souligner les quatre grands principes directeurs qui, selon nous, transcendent ces thèmes et devraient guider le développement global d'*Une politique alimentaire pour le Canada*.

1) L'angle des systèmes alimentaires

Une politique alimentaire pour le Canada devrait adopter une approche intégrée fondée sur les systèmes. Nous devons nous éloigner de l'approche actuelle qui cloisonne les domaines de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du développement social et de la croissance économique et adopter une approche systémique qui lie l'ensemble de ces domaines à l'intérieur d'un cadre global. Cette approche permet d'identifier les leviers qui permettront d'apporter des solutions intégrées à l'ensemble du système alimentaire. Par exemple, dans une perspective systémique, nous chercherions à résoudre le problème criant des maladies liées à l'alimentation chez les groupes à faible revenu en adoptant une approche basée sur les déterminants sociaux de la santé et en les liant aux politiques en santé, aux programmes de soutien du revenu, et aux programmes de nutrition et d'accès à l'alimentation. Les quatre thèmes proposés par *Une politique alimentaire pour le Canada* doivent être abordés de façon systématique et intégrée pour pouvoir s'attaquer de concert aux problématiques liées à la santé, à l'environnement et à l'équité, plutôt que de les faire jouer l'une contre l'autre.

2) La réconciliation avec les Peuples autochtones

Une politique alimentaire pour le Canada doit reconnaître les faits et l'héritage permanent du colonialisme et prioriser la réconciliation et la décolonisation en tant que principe directeur clé. Dans une optique de réconciliation, le gouvernement doit travailler avec les Premières nations, Métis et Inuits au développement, à la mise en œuvre et à l'évaluation d'*Une politique alimentaire pour le Canada*. Un siège à la table des décisions doit être attribué aux communautés des Premières nations pour que leur voix et leur leadership soient reconnus et représentés dès la phase de développement de la politique. Mais avant tout, cela implique la mise en œuvre de la Loi relative à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en assurant le respect des droits issus des traités et en reconnaissant la chasse, la pêche et la cueillette comme activités d'approvisionnement alimentaire fondamentales. Le savoir, les modes de connaissance et les pratiques culturelles autochtones doivent aussi être respectés et encouragés.

3) Une approche de la sécurité alimentaire basée sur les droits

Une politique alimentaire pour le Canada devrait être fondée sur la reconnaissance du droit à l'alimentation de tous les résidents et communautés du Canada. Le droit à l'alimentation a été originellement reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et ultérieurement défini dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ratifié par le Canada en 1976 : « le droit à une nourriture suffisante est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer ». Le droit à l'alimentation est la reconnaissance que toute personne devrait être capable de se nourrir dans la dignité et de vivre dans des conditions qui lui permettent de produire ou d'acheter sa nourriture. Cette approche basée sur les droits nous engage envers l'objectif à long terme de mettre un terme à la faim et à l'insécurité alimentaire, et non seulement de les faire diminuer. Pour ce faire, l'État doit d'abord s'abstenir de mener des activités qui pourraient entraver la capacité d'un résident de se procurer ou d'acheter de la nourriture (incluant en réglementant les actions des tierces parties qui pourraient participer à de telles activités). L'État doit ensuite fournir à tous les résidents soit un accès aux aliments, soit les moyens de les produire ou de se les procurer. Il n'est pas attendu que la réalisation des droits économiques et sociaux soit atteinte du jour au lendemain, mais nous pouvons nous engager envers des normes fondamentales minimales dès aujourd'hui, tout en travaillant à la réalisation progressive de ces droits. Plusieurs autres pays - dont l'Inde, le Mexique, la Belgique, le Brésil et l'Afrique du Sud - cherchent à mettre en œuvre le droit à l'alimentation par des politiques, des mesures législatives et divers cadres, fournissant au Canada des exemples pertinents desquels s'inspirer.

4) Être adaptatif et socialement innovant

Une politique alimentaire pour le Canada devra composer avec des questions de compétences, des différences régionales, un ensemble de clivages socioculturels et des circonstances imprévisibles. Ce niveau de complexité requiert de la flexibilité sur la manière dont la politique sera mise en œuvre ainsi que de l'espace pour les innovations sociales d'initiative communautaire. Les développements technologiques et scientifiques ont un important rôle à jouer dans le renforcement de notre système alimentaire, mais pour que ce système soit durable, viable, sain et juste, il faudra aussi faire preuve d'ouverture envers les nouvelles idées, approches et partenariats. Les innovations sociales qui découlent de la collaboration et de la créativité sont d'importants moteurs de changements sociaux positifs. Les programmes communautaires et les politiques locales qui cherchent à résoudre les problèmes de façon innovante devraient être identifiés et répliqués. Les personnes en première ligne du système alimentaire – dont les producteurs, les personnes souffrant d'insécurité alimentaire et les travailleurs des secteurs de l'alimentation – sont souvent les mieux placées pour identifier les problématiques et possèdent des connaissances et des idées sur la façon dont ils peuvent relever les défis auxquels ils font face. Il faut simplement leur fournir le soutien dont ils ont besoin pour les mettre en œuvre.

En réponse aux quatre thèmes du gouvernement :

Améliorer l'accès à des aliments abordables :

L'alimentation est un droit humain. Le Canada a l'obligation légale internationale de le respecter.

Le Canada est l'un des plus grands pays exportateurs en alimentation et l'un des pays les plus riches. Malgré cela, 4 millions de Canadien-ne-s peine à combler leurs besoins alimentaires (PROOF 2015), et les taux d'insécurité alimentaire dans les communautés nordiques et éloignées atteignent des niveaux alarmants (Canadian Community Health Survey 2014). Le gouvernement fédéral a l'obligation légale internationale d'assurer la pleine réalisation de ce droit pour l'ensemble des individus vivant au Canada. Tel que mentionné par l'ancien Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation lors de sa mission au Canada en 2012, nous avons la capacité de garantir l'accès pour tous au niveau national à une alimentation nutritive et culturellement appropriée ainsi que d'atteindre la faim zéro. Ce dont nous avons besoin maintenant pour y arriver, ce sont les politiques et programmes appropriés ainsi que le leadership nécessaire au niveau national.

Concentrer ses efforts sur l'accroissement de l'accès à une alimentation abordable pour régler le problème de l'insécurité alimentaire est une solution qui passe à côté de l'essentiel. Les aliments ne sont pas nécessairement trop dispendieux. Le problème se situe plutôt dans l'insuffisance du pouvoir d'achat et dans la catégorie des aliments qui sont souvent plus abordables – c'est-à-dire les aliments malsains et ceux produits de façon non durable. Plutôt que de dépendre des approches d'essence caritative pour cibler la faim - telles que les banques alimentaires ou la redistribution des denrées gaspillées - il nous faut mettre en place des politiques ancrées dans le droit à l'alimentation qui favorisent un soutien social adéquat au revenu de subsistance et travaillent à son profit et à sa protection. La pauvreté est un facteur hautement déterminant de l'insécurité alimentaire : les solutions politiques doivent donc cibler le niveau des revenus. Une étude a démontré que les niveaux d'insécurité alimentaire sont considérablement réduits chez les personnes âgées grâce aux dispositions de la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti, tous deux une forme de revenu de base (McIntyre et al 2016).

De plus, la sécurité alimentaire ne peut s'atteindre au dépend du gagne-pain des agriculteurs canadiens, plusieurs d'entre eux ayant déjà de la difficulté à se maintenir à flot face à la stagnation des prix à la production (Venema 2008, Holtslander 2015). Les changements climatiques ont aussi un effet sur l'accessibilité et la disponibilité des aliments cueillis à l'état sauvage, une importante composante d'une saine alimentation pour les communautés nordiques et éloignées. Le soutien doit viser à rendre plus disponibles les aliments sains et durables. Il faut, pour ce faire, renforcer les systèmes alimentaires locaux et durables, dont la chasse, la cueillette, la pêche et les récoltes.

Recommandations pour *Une politique alimentaire pour le Canada* :

- Développer une feuille de route en vue de la réalisation progressive du droit à l'alimentation ainsi qu'en vue de l'évaluation de l'ensemble des politiques qui ont une incidence sur l'insécurité alimentaire, dont la Stratégie de réduction de la pauvreté du Canada et le programme Nutrition Nord. Fixer des objectifs et concevoir des programmes permettant de les atteindre. S'assurer que ces programmes sont dotés des ressources adéquates ainsi que proprement surveillés et imputables.
- S'assurer que des données nationales adéquates et complètes sur l'insécurité alimentaire soient recueillies et analysées en rendant obligatoire pour toutes les provinces et territoires l'utilisation du Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages contenu dans l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ainsi qu'en utilisant les catégories analytiques conçues par PROOF (2014): sécurité alimentaire, insécurité alimentaire marginale/modérée/sévère.

Recommandations connexes

- Dans le cadre de la Stratégie de réduction de la pauvreté du Canada, améliorer les programmes sociaux (par exemple le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, l'assurance emploi, le salaire minimum fédérale, les prestations de retraite, les aides au logement, la prestation fiscale pour enfants) pour garantir un revenu minimum sous lequel aucun Canadien-ne-s ne peut tomber et que tous puissent se permettre une alimentation nutritive et adéquate.
- En collaboration avec Santé Canada et les services aux peuples autochtones, réformer en profondeur Nutrition Nord pour améliorer l'accès et l'abordabilité des aliments, et renforcer les systèmes alimentaires régionaux nordiques, notamment par le soutien aux programmes qui facilitent l'accès aux aliments traditionnels et produits dans la communauté. S'assurer que les voix nordiques émanant des consultations soient intégrées et participent à l'accroissement du control communautaire.

Améliorer la salubrité des aliments et la santé :

Le Canada a besoin de programmes de santé et de recommandations alimentaires qui font le pont entre la nutrition et la durabilité, qui agissent sur les déterminants sociaux de la santé et qui encouragent l'approvisionnement public d'aliments sains, locaux et durables.

Depuis les dernières décennies, l'augmentation alarmante des maladies liées à l'alimentation (Global Burden of Disease Study 2010) démontre que la myriade de programmes et de politiques actuelles est insuffisante pour encourager et permettre aux Canadien-ne-s de choisir et d'accéder à une saine alimentation. On estime que 30 000 décès pourraient être évités ou retardés chaque année si les Canadien-ne-s respectaient les recommandations alimentaires, particulièrement en ce qui a trait à la

consommation de fruits et de légumes (Bélangier et al 2014). De plus, les maladies liées à l'alimentation représentent plus de 26 milliards de dollars en dépenses directes et indirectes dans le milieu de la santé (Santé Canada 2016). Les Canadien-ne-s qui vivent dans la pauvreté sont plus vulnérables aux défis en santé que posent les maladies liées à l'alimentation, et les coûts des soins de santé sont plus élevés pour les personnes souffrant d'insécurité alimentaire (Tarasuk et al. 2015). L'alimentation des Canadien-ne-s a aussi un impact sur les changements climatiques et l'environnement.

En 2011, 84% des Canadien-ne-s considéraient comme haute priorité dans le cadre d'une politique alimentaire nationale la « création de programmes agricoles qui améliorent la santé de la population » (Environics Research Group 2011). Avoir de saines habitudes alimentaires ne dépend pas uniquement de nos choix alimentaires, mais découle aussi de la présence de systèmes alimentaires socialement durables et écologiques. Puisque notre santé est intimement liée à l'environnement, nous devons accroître la durabilité de notre système alimentaire et repenser la saine alimentation au-delà de ses seules qualités nutritives (Health Care Without Harm 2014). Il est important de prendre en considération la consommation et la production alimentaire si nous voulons susciter du changement : il s'agit d'adopter une approche qui tient compte de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement pour avoir un impact sur la santé de l'ensemble de la société. D'autre part, ce que l'on considère comme une saine alimentation est défini par des facteurs culturels et régionaux. Nous avons, par exemple, identifié le passage à une alimentation plus végétarienne comme un important levier pour obtenir de meilleurs résultats sur le plan de l'environnement et de la santé; toutefois, cette option pourrait s'avérer irréalisable ou inappropriée pour les communautés nordiques et autochtones.

Nous avons l'occasion de lutter contre les régimes alimentaires malsains et ce, tout en réduisant les inégalités et en bâtissant des systèmes alimentaires locaux plus résilients. Nous pouvons y arriver en adoptant tout d'abord une diète basée sur des aliments non transformés qui sont produits localement et durablement ainsi qu'en garantissant à tous les Canadien-ne-s un accès physique et économique à ces aliments. Pour créer des environnements alimentaires plus sains, il nous faudra une approche coordonnée qui inclut : développer les capacités des individus et des institutions à se procurer, à préparer et à servir des aliments sains, durables et délicieux; et travailler avec les intervenants de l'industrie alimentaire pour offrir des produits plus sains et modifier les pratiques de commercialisation. Par exemple, une forte majorité des Canadien-ne-s (91%) sont favorables à l'idée que les médecins puissent prescrire une subvention (sous forme de bons alimentaires) pour l'achat de fruits et de légumes aux personnes à faible revenu vulnérables aux maladies liées à l'alimentation comme moyen de traiter et prévenir ces maladies (Community Food Centres Canada 2017). La prescription de fruits et de légumes est une innovation sociale encourageante qui a le potentiel, tout comme tant d'autres, de s'attaquer aux déterminants sociaux de la santé, tout en soutenant les producteurs locaux.

S'assurer que notre système alimentaire est exempt de contaminants et de dangers potentiels est un aspect important d'une saine alimentation et, à certains égards, la salubrité alimentaire mérite son propre débat. Toutefois, dans de nombreux cas, les règles relatives à la salubrité des aliments font obstacles à la croissance économique des systèmes alimentaires régionaux puisqu'elles ne sont pas adaptées aux petits producteurs ou aux initiatives alimentaires communautaires. Il faut soutenir la mise en place de nouveaux systèmes qui permettent le regroupement, la commercialisation, la transformation et des méthodes de traçabilité adaptés à une plus petite échelle pour faciliter la vente d'aliments produits et récoltés localement aux acheteurs locaux – consommateurs, détaillants, institutions. Il faut aussi, lors de leurs mises en œuvre, considérer les objectifs liés à l'accès des aliments

et à la santé. Finalement, pour s'assurer de la confiance du public envers le système alimentaire, les politiques alimentaires liées à la santé et à la salubrité des aliments doivent être appuyées par des données de haute qualité fondées sur des faits.

Recommandations pour *Une politique alimentaire pour le Canada*:

- En partenariat avec les provinces et territoires, créer un programme national universel de saine alimentation scolaire à frais partagés pour s'assurer que tous les écoliers acquièrent des compétences alimentaires de base et aient accès à des repas sains et nutritifs à chaque jour. Travailler avec les services aux autochtones et les leaders autochtones pour créer un programme universel de saine alimentation scolaire dans les réserves des Premières nations.
- Inciter les établissements à s'approvisionner localement et à acheter des produits sains issus de l'agriculture durable, afin d'utiliser au mieux les deniers publics pour profiter pleinement des avantages que cela procure sur le plan de la santé, de l'économie et de la viabilité, et soutenir les producteurs locaux en établissant une structure d'approvisionnement durable. Travailler avec les intervenants pour augmenter l'accès dans les hôpitaux, les écoles et les autres institutions aux aliments traditionnels et cultivés localement.
- Soutenir la mise en place de nouveaux systèmes qui permettent le regroupement, la commercialisation, la transformation et des méthodes de traçabilité adaptés à une plus petite échelle pour faciliter la vente d'aliments produits et récoltés localement aux acheteurs locaux – consommateurs, détaillants, institutions. Il faut aussi, lors de leurs mises en œuvre, considérer les objectifs liés à l'accès des aliments et à la santé.

Recommandations connexes

- Dans le cadre de la stratégie en matière de saine alimentation :
 - Intégrer des principes de durabilité au Guide alimentaire canadien.
 - Mettre en place des taxes et des subventions pour encourager de saines habitudes alimentaires – par exemple une taxe sur les boissons sucrées et artificiellement sucrées (Comité sénatorial permanent des affaires sociales, de la science et de la technologie 2016) et investir ces revenus dans des initiatives de santé publique.
 - S'assurer que les aliments traditionnels et régionaux soient reconnus dans le Guide alimentaire canadien et que les engagements pris avec les communautés autochtones dans le développement d'outils d'orientation en matière d'alimentation résultent en une participation significative et durable ainsi qu'un suivi et un soutien à leurs mises en œuvre.
 - Améliorer l'étiquetage des produits de la mer, qu'ils soient canadiens ou importés, en incluant le nom commun, le nom scientifique, la provenance et la méthode de pêche.

Préserver la qualité des sols, de l'eau et de l'air

Encourager et étendre la portée des pratiques de production alimentaire et de récolte qui enrichissent plutôt qu'appauvrissent l'environnement naturel, notamment par la protection des terres agricoles et de la biodiversité.

Les pratiques d'agriculture et de pêche non durables exercent une énorme pression sur nos sols, notre air, nos cours d'eau et nos océans, menaçant le futur de notre système alimentaire et de l'ensemble des services écosystémiques. Notre système alimentaire actuel est un des principaux contributeurs aux changements climatiques, et nous ne reconnaissons pas comme il se doit les coûts environnementaux des systèmes de production et de distribution alimentaire, à savoir la pollution de l'eau et de l'air, la perte et la contamination des sols, et la perte de la biodiversité.

Une politique alimentaire pour le Canada est l'occasion de développer plus en profondeur et de renforcer les pratiques de production et d'approvisionnement qui enrichissent, plutôt qu'appauvrissent, l'environnement naturel. Cela exige non seulement de préserver nos sols, notre eau et notre air mais aussi d'étendre la protection et la valorisation des terres agricoles, des forêts et zones humides et de la biodiversité. L'aquaculture, par exemple, est l'une des industries de production alimentaire qui croît le plus rapidement mais, parallèlement à son développement, une préoccupation croissante se fait sentir sur ses conséquences environnementales et sociales. Plusieurs chercheurs et groupes de la société civile préviennent que l'aquaculture à filets ouverts menace les espèces aquatiques sauvages, de même que la culture et les moyens de subsistance des communautés côtières (Coastal Alliance for Aquaculture Reform, Morton, Fondation David Suzuki). L'application de directives plus strictes et la transition vers la technologie plus responsable et innovatrice qu'est l'aquaculture terrestre en parcs clos contribuerait grandement à dégager de cette industrie aquacole des bénéfices sur les plans économiques et environnementaux. De même, en protégeant et en valorisant la diversité des espèces et des cultures, nous renforçons notre résilience économique et notre capacité d'adaptation aux changements climatiques.

Le gouvernement fédéral a reconnu, dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture, l'importance d'adopter des pratiques en agriculture plus écologiques et résistantes aux changements climatiques. Cette priorisation doit être renforcée et appliquée à l'ensemble de la chaîne de valeur de la production alimentaire - de la culture, la distribution, la transformation à la gestion des déchets. Les changements climatiques sont un facteur déterminant de la viabilité environnementale, mais ils ne sont pas l'unique préoccupation pressante. Pour réellement créer un avenir alimentaire durable, nous devons réorienter les politiques agroalimentaires et adopter une approche plus diversifiée et écologique qui assurera la prospérité aux générations à venir d'agriculteurs, de pêcheurs et d'éleveurs.

Recommandations pour *Une politique alimentaire pour le Canada*:

- Faire une déclaration politique immédiate de soutien à la protection des terres agricoles du Canada dans l'intérêt national, et travailler avec les partenaires aux niveaux provinciaux, territoriaux et municipaux pour mettre en place des mécanismes visant à protéger les terres agricoles et à surveiller leur état.
- Travailler avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux pour développer une Stratégie nationale de réduction des déchets alimentaires qui vise à : surveiller le gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement, établir des cibles et mettre en place des solutions novatrices. Considérer l'introduction de cibles de réduction des déchets alimentaires obligatoires conformes à l'objectif de développement durable 12.3 des Nations unies.
- Mettre en place une Stratégie nationale de réduction des pesticides particulièrement dangereux qui inclut de la recherche et développement, de la réglementation, du transfert de connaissance et des avantages fiscaux pour faire du Canada un leader de la lutte antiparasitaire durable à faible risque.

Recommandations connexes:

- Travailler en partenariat avec les communautés et leaders autochtones pour répondre à leurs revendications territoriales, et reconnaître leur leadership dans la protection de leurs terres et de leurs ressources naturelles.
- Mettre à disposition des agriculteurs et des pêcheurs des soutiens et des occasions de formation pour leur permettre de faire la transition vers des pratiques plus durables et agroécologiques.
 - Augmenter les fonds publics pour la R&D et le transfert de connaissances ciblant les besoins du secteur biologique, et assurer qu'un financement adéquat soit disponible pour réviser et mettre à jour les normes biologiques canadiennes aux cinq ans.
 - Maintenir des standards élevés pour la certification écologique des pêches et de l'aquaculture.
- Dans le cadre de la révision actuelle de la Loi sur les pêches du Canada, renforcer la protection des habitats du poisson et prioriser les petites entreprises de pêche durable.
 - Procéder à un examen pour s'assurer que les nouveaux venus parmi les flottes indépendantes ne se trouvent pas écartés du système et que le transfert intergénérationnel soit accessible.
 - Accroître les activités de surveillance et d'évaluation des habitats du poisson et inclure une obligation légale de reconstituer et rétablir les populations de poissons en déclin.
 - Initier un dialogue de nation à nation avec les organes de gouvernance autochtones pour respecter les traités et les droits de pêche des autochtones.
 - Fixer un échéancier pour mettre fin aux piscicultures à filets ouverts au Canada.
- Améliorer l'évaluation indépendante et la transparence du processus d'approbation des aliments génétiquement modifiés et s'attaquer au problème de contamination des cultures non GM par les cultures GM.
- Protéger et renforcer la biodiversité en mettant en œuvre le Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

Produire une plus grande quantité d'aliments de qualité supérieure

Renforcer les systèmes alimentaires régionaux et accroître le soutien aux pratiques de production et de récolte plus durables.

Pour que le Canada demeure prospère, il est absolument essentiel d'avoir un secteur agricole et agroalimentaire fort et vibrant, de même que des secteurs de la pêche et autres secteurs d'approvisionnement alimentaire solides. Seulement 43% des Canadiens croient que notre système alimentaire se dirige dans la bonne direction. Bien que ce soit une augmentation par rapport au 30% de 2016, il nous reste du chemin à parcourir (CCFI 2017). Donner les moyens aux agriculteurs, pêcheurs, transformateurs et détaillants de petites et moyennes tailles de prospérer constituera une partie importante d'un système alimentaire réellement durable et résilient. La définition d'une alimentation de haute qualité devrait inclure des indicateurs liés à la durabilité environnementale, à la santé, au niveau de transformation, aux droits des travailleurs et au bien-être animal. Grâce à des politiques innovantes qui soutiennent la contribution positive qu'apportent l'agriculture et les pêches à la santé, l'environnement et la sécurité alimentaire, nous pouvons gagner la confiance du public et encourager la croissance durable. Bien que la croissance et le revenu global du secteur agricole nous laisse croire que l'industrie est stable et solide, plusieurs petits agriculteurs peinent à survivre face aux coûts croissants des intrants et à la stagnation des prix. Les obstacles quant à l'accès aux terres agricoles et aux autres soutiens pour les nouveaux agriculteurs mettent en péril la viabilité et la durabilité à long terme de notre système alimentaire. Nous avons besoin d'un leadership national pour mener une stratégie basée sur la collaboration avec les partenaires provinciaux et municipaux afin de protéger les terres agricoles de première qualité.

Une stratégie similaire doit aussi être adoptée pour s'assurer que les stocks de poissons du Canada demeurent durables et viables dans les décennies à venir. Seul le quart des stocks de poissons du Canada sont considérés être à des niveaux sains, et le manque de diversité des espèces pour l'industrie canadienne des fruits de mer expose plusieurs communautés côtières aux risques que présente le déclin des stocks (Oceana 2016). La révision de la Loi sur les pêches du Canada étant en cours, le moment est idéal pour travailler avec les pêcheurs, les communautés autochtones et les experts du domaine de la pêche à la mise en place d'un environnement politique propice à la croissance et la prospérité d'une diversité d'entreprises de pêche commerciale – particulièrement les petites entreprises et les communautés de pêcheurs autochtones – tout en protégeant les stocks de poisson et leurs habitats.

La prospérité future de notre système alimentaire repose sur l'investissement dans les systèmes alimentaires locaux et régionaux : il en résulte la création d'emplois en alimentation valorisants qui sont à la fois sains pour les gens et la planète. Une étude récente estimait que si l'Ontario remplaçait seulement 10% des fruits et légumes les plus importés par des produits cultivés localement, le PIB augmenterait de 250 millions de dollars et 3400 nouveaux emplois à temps plein seraient créés (Econometric Research Limited et al 2015). La diminution des transports qui en résulterait aurait de plus des conséquences positives pour l'environnement. Le Canada est, et continuera d'être, un

important joueur des marchés agroalimentaires internationaux. Toutefois, notre politique alimentaire doit veiller à répondre aux besoins de la population canadienne d'abord et avant tout. Les accords commerciaux internationaux signés par le Canada devraient nous protéger des subventions déloyales et des pratiques des autres pays nuisibles pour l'environnement qui visent à mettre sur notre marché des produits importés moins chers.

Recommandations pour *Une politique alimentaire pour le Canada* :

- S'assurer que les politiques et les programmes permettent l'inclusion d'une diversité d'agriculteurs (exploitations agricoles de divers genre et taille, secteurs des matières premières et autres secteurs, marchés intérieurs et d'exportation, secteurs émergents non traditionnels).
 - Prioriser les productions agroécologiques et biologiques comme secteurs d'investissement stratégiques pour la croissance économique.
- Investir dans les innovations sociales et les infrastructures nécessaires à la croissance et la prospérité des économies locales et régionales, dont les coopératives, les installations de transformation communautaires, le développement des marchés locaux et l'intégration verticale.
 - Accroître le soutien et les incitatifs à la production de légumes et de fruits, particulièrement en ce qui a trait au prolongement de la saison et à l'entreposage, pour accroître l'offre de fruits et légumes canadiens tout au long de l'année.
- Travailler avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones pour soutenir davantage la croissance et le développement de l'approvisionnement alimentaire des régions nordiques, dont la production agricole, la pêche, les récoltes et la chasse, ainsi que les échanges interprovinciaux et interterritoriaux.

Recommandations connexes

- Développer une stratégie globale de renouvellement agricole pour augmenter le nombre d'exploitation agricole de petite et moyenne taille et étendre la portée des programmes qui soutiennent les cueilleurs et les pêcheurs.
- S'assurer que les travailleurs migrants aient un accès égal aux avantages sociaux et aux mesures de protection en vertu des normes d'emploi provinciales, ainsi qu'un accès à des salaires décentes et aux avenues menant à la résidence permanente.

Mise en oeuvre et gouvernance

Bien que les quatre thèmes définis par le gouvernement fédéral fournissent un point de départ constructif pour *Une politique alimentaire pour le Canada*, plusieurs questions capitales pour le succès de cette politique dépassent le cadre des thèmes abordés.

Gouvernance collaborative

Lors des discussions avec les membres du Réseau pour une alimentation durable et d'autres intervenants du système agroalimentaire, la gouvernance a été soulevée en tant qu'élément crucial au succès d'*Une politique alimentaire pour le Canada*. Pour que la politique soit en mesure d'apporter les changements nécessaires au système alimentaire, il doit y avoir des mécanismes qui permettent à divers intervenants de contribuer à la création de la politique, à l'adoption d'un ensemble de priorités communes et à la poursuite de la bonne gestion de notre système alimentaire. Il faut, notamment, écouter ceux qui sont sur la ligne de front du système alimentaire – groupes communautaires, agriculteurs, pêcheurs, travailleurs, personnes souffrant d'insécurité alimentaire, municipalités, entrepreneurs - et les intégrer à la conversation pour mettre en lumière les obstacles systémiques et les solutions innovantes qui sont mises en œuvre à travers le pays. Pour adopter une approche intégrée des systèmes alimentaires tel que mentionné au début de ce rapport, il faut deux niveaux de gouvernance : intersectorielle (société civile, secteur privé, gouvernement et chercheurs) et intergouvernementale (entre les départements et les niveaux de gouvernement). Cela permettra d'établir des liens horizontaux et verticaux, d'intégrer différentes perspectives locales, régionales et nationales ainsi que d'assurer une vaste représentation des divers intervenants et du gouvernement.

Dans le cadre d'un groupe de travail multipartite, le Réseau pour une alimentation durable a joué un rôle de premier plan pour arriver à un consensus sur les différentes options de mécanismes de gouvernance pour la politique alimentaire. Une autre soumission de ce groupe sera également disponible sous peu. La principale recommandation du Réseau pour une alimentation durable – un Conseil national de la politique alimentaire – est décrite ci-après.

Le Conseil national de la politique alimentaire convoquerait un groupe d'intervenants en provenance de l'ensemble du système alimentaire pour examiner et statuer sur les enjeux liés à l'alimentation, permettant ainsi des processus politiques démocratiques et systémiques. De plus, il superviserait le suivi et l'évaluation des progrès réalisés sur les objectifs poursuivis par *Une politique alimentaire pour le Canada*, en produisant des plans d'action et des mises à jour annuelles. Ce conseil national de la politique alimentaire pourrait être créé par une loi du Parlement; suivant les conseils du Parlement, il aurait compétence en matière de nominations. L'industrie et le gouvernement disposent de ressources considérables pour participer à un tel processus comparativement au secteur sans but lucratif et aux groupes traditionnellement marginalisés pour qui cette participation peut représenter un énorme défi. Pour qu'un processus de co-gouvernance ait la crédibilité

souhaitée, il est essentiel que ces intervenants soient soutenus financièrement pour être en mesure de participer. De plus, ce nouveau mécanisme de gouvernance doit détenir un mandat à long terme, c'est-à-dire qui s'étale sur des décennies et non des années.

Pour considérer les mesures de gouvernance comme équitables, il est essentiel de s'engager dans un processus actif de réconciliation entre le gouvernement fédéral et les communautés autochtones et de discuter des incidences des politiques agroalimentaires sur les droits des traités et les revendications territoriales. Ce processus devrait compter au minimum sur la participation de l'Assemblée des Premières nations, de Inuit Tapiriit Kanatami, du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, du ministère des Services aux Autochtones, de Santé Canada et d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Allocations budgétaires

Pour assurer la mise en œuvre, la gouvernance et l'évaluation d'*Une politique alimentaire pour le Canada*, il est nécessaire d'avoir un financement dédié. Bien que certaines mesures politiques incluses dans ce rapport puissent être financées en réorientant des programmes existants et en hiérarchisant des processus provincial/territorial/fédéral, de nouveaux investissements sont nécessaires pour s'assurer que les promesses deviennent réalité.

Fonds pour l'innovation alimentaire et sociale

Nous demandons un investissement de **65 millions de dollars** sur cinq ans pour la mise en place d'un Fonds pour l'innovation alimentaire et sociale. Ce fonds devrait mettre à disposition différentes catégories de financement pour les organisations à but non lucratif et les groupes communautaires, les communautés autochtones et les gouvernements municipaux, ainsi que les entreprises et coopératives, dans le but de développer, d'étendre la portée ou de répliquer des activités ou réseaux innovateurs qui permettent de renforcer la sécurité alimentaire des familles et des

Conseil national de la politique alimentaire

De plus, un investissement initial de **3 millions de dollars** est nécessaire pour soutenir la mise en place d'un Conseil national de la politique alimentaire, ce qui inclut la participation active de la société civile, particulièrement celle des groupes traditionnellement marginalisés et des communautés autochtones. Ce budget devrait augmenter à **5 millions de dollars** par année et être garanti par des versements pluriannuels. Des fonds additionnels pourraient être mis à disposition par le biais d'une entente de contribution permettant à divers décideurs du système alimentaire de développer des plans d'actions publics.

Conclusion:

Notre vision d'un système alimentaire sain, juste et durable

À long terme, nous devrions mettre en place un processus qui vise l'application du principe de souveraineté alimentaire : un principe qui accorde une place centrale au processus décisionnel public sur les enjeux liés au système alimentaire. La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables, et le droit des peuples à définir leur propre système alimentaire et agricole (La Via Campesina). Elle énonce à la fois l'objectif que devrait poursuivre le système alimentaire et le chemin à emprunter pour y arriver. La souveraineté alimentaire souligne la nécessité d'avoir un système alimentaire démocratique qui permet la contribution de tous les acteurs de ce système. Selon le principe de souveraineté

alimentaire, les besoins immédiats tels que l'insécurité alimentaire et les problèmes de santé liés à l'alimentation sont pris en charge à court terme, tandis que se poursuit un travail à long terme visant à habiliter les communautés à susciter des transformations plus profondes du système alimentaire.

Une politique alimentaire pour la Canada offre une chance incroyable d'apporter à la gouvernance de notre système alimentaire une cohérence politique nécessaire. Grâce à des mesures prioritaires bien identifiées et des objectifs à long terme, nous pouvons travailler ensemble à bâtir un système alimentaire plus sain et durable qui confère à tous le droit à l'alimentation.

À propos du Réseau pour une alimentation durable

Le Réseau pour une alimentation durable est une alliance pancanadienne regroupant plus de 70 organisations et des centaines d'individus travaillant à l'avancement de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire à travers trois objectifs interreliés : la faim zéro, une alimentaire saine et sécurée, et un système alimentaire durable (voir l'annexe A - Membres du Réseau pour une alimentation durable).



Site web www.alimentationdurable.org

Courriel : admin@foodsecurecanada.org

Annexe A :

Membres du Réseau pour une alimentation durable

Alberta Food Matters
Arctic Institute of Community-Based Research
Askew's Food Service Ltd
Association pour le commerce des produits biologiques
Banques alimentaires du Canada
BcD Workshop
Blue Sky Truth Radio
Canadian Foodgrains Bank
Canadian Feed The Children
Community Building Resources
Community Food Centres Canada
Conscious Eating Canada
Dépôt alimentaire NDG
Ecology Action Centre/Food Action Committee
Ecology Action Centre / Marine Issues Committee
Ecological Farmers Association of Ontario
Edo Group Inc.
Emmanuel United Church
ETC Group
Flex Alert
Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada
FoodARC - Mount Saint Vincent University
Food Forward
Food Matters Manitoba
(Food First NL) Food Security Network of
Newfoundland & Labrador
Food Secure Saskatchewan - REACH
FoodPorter
FoodShare Toronto
Freedom 90
Gloucester Emergency Food Cupboard
Greater Vancouver Food Bank Society
Headwaters Food and Farming Alliance
Healthy Eating Team
Inter Pares
Just Food
La cantine pour tous
L'Église Unie du Canada
Les diététistes du Canada
Localize
Mamawetan Churchill River Regional Health Authority
Meal Exchange
Nourish Nova Scotia
Organic Matters
PEI Food Security Network
Real Food for Real Kids
Regroupement des cuisines collectives du Québec
Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du
Nouveau-Brunswick
Show Kids You Care
Société canadienne de nutrition
Sources community resources society
Sprouting World
Sustain Ontario
Sustainable Food Attainable Health
Table de concertation sur la faim et le développement
social de l'Outaouais
The Nourish and Develop Foundation
The Spratt Foundation
The Stop Community Food Centre
Thunder Bay District Health Unit
TIDES Canada
Union nationale des fermiers
USC Canada
Vigilance OGM
Yellowknife Farmers Market
York Region Food Network
Yukon Anti-Poverty Coalition

Annexe B : **Associés du Réseau pour une alimentation durable**

Action contre la Faim Canada

Cape Breton University

Edmonton's Food Bank

La Fondation de la famille J.W. McConnell

Toronto Food Policy Council

Références

Bélanger, M, M. Poirier, J. Jbilou, P. Scarborough (2014). Modelling the impact of compliance with dietary recommendations on cancer and cardiovascular disease mortality in Canada. *Public Health* 128(3): 222-30

[CCFI] Canadian Centre for Food Integrity (2017). Public Trust Research. Disponible en ligne: <http://www.foodintegrity.ca/wp-content/uploads/2017/09/ENG2017Summit-ResearchBook-Final-LR.pdf>

Coastal Alliance for Aquaculture Reform (2011). Factsheet: The Facts & Fallacies of the Salmon Farming Industry in BC. Disponible en ligne: <http://www.farmedanddangerous.org/wp-content/uploads/2011/01/salmon-farming-factsheet.pdf>

Coastal Alliance for Aquaculture Reform (2010). Think Twice about Eating Farmed Salmon. Disponible en ligne: <http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/2010/CAAR-think-twice.pdf>

Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie (2016). L'obésité au Canada: une approche pansociétale pour un Canada en meilleure santé. Disponible en ligne: https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/SOCI/Reports/2016-02-25_Revised_report_Obesity_in_Canada_f.pdf

Community Food Centres Canada (2017). *Canadian attitudes towards issues of food access, food insecurity, and health*. Disponible en ligne: https://cfccanada.ca/sites/default/files/CFCC%20-%20Polling%20Results%20Report_April%202017%20_Public%20Release.pdf

De Schutter, Olivier (2012). Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter: Mission au Canada. Nations unies. Disponible en ligne : http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20121224_canadafinal_fr.pdf

[ECCC] Environnement et changement climatique Canada (2014). Tendances en matière d'émissions au Canada 2014. <https://ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=Fr&n=E0533893-1>

Econometric Research Limited, Harry Cummings & Associates et Rod MacRae (2015). Dollars and Sense: Opportunities Strengthen Southern Ontario's Food System. https://foodsecurecanada.org/sites/foodsecurecanada.org/files/dollars-sense_0.pdf

Environics Research Group (2011). Strategic Issues Survey Wave 3. Préparé pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. Disponible en ligne http://epe.lac-bac.gc.ca/100/200/301/pwgsc-tpsgc/por-ef/agriculture_agri-food/2011/063-10/report.pdf

European Commission (2006). *Environmental impact of products: Analysis of the life cycle environmental impacts related to the final consumption of the EU-25*. Technical Report EUR 22284 EN. Spain: European Commission, Joint Research Centre, Institute of Prospective Technological Studies

GRAIN (2011). Alimentation et changement climatique: le lien oublié. <https://www.grain.org/article/entries/4363-alimentation-et-changement-climatique-le-lien-oublie>

Health Canada (2016). Regulations Amending the Food and Drug Regulations (nutrition Labelling, Other Labelling Provisions and Food Colours). Disponible en ligne: <http://gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2016/2016-12-14/html/sor-dors305-eng.php>

Health Care Without Harm (2014). *Environmental Nutrition: Redefining Healthy Food in the Health Care Sector*. Disponible en ligne: https://noharm-uscanada.org/sites/default/files/document-s-files/2819/Environmental_Nutrition_HCWH_September_2014.pdf

Holtzlander, Cathy (2015). *Losing Our Grip: How Corporate Farmland Buy-up, Rising Farm Debt, and Agribusiness Financing of Inputs Threaten Family Farms and Food Sovereignty*. Union nationale des Fermiers. Disponible en ligne: http://www.nfu.ca/sites/www.nfu.ca/files/Losing%20Our%20Grip%20-%202015%20Update_med.pdf

Institute for Health Metrics and Evaluation (2010). Global Burden of Disease Study - Profile: Canada. https://www.healthdata.org/sites/default/files/files/country_profiles/GBD/ihme_gbd_country_report_canada.pdf

McIntyre, Lynn & J. Dutton, Daniel & Kwok, Cynthia & Emery, John. (2016). Reduction of Food Insecurity among Low-Income Canadian Seniors as a Likely Impact of a Guaranteed Annual Income. *Canadian Public Policy* 42(3): 2015-2069

Morton (nd). Salmon Confidential: the ugly truth about Canada's open-net salmon farms. Disponible en ligne: <http://www.alexandramorton.ca/salmon-confidential-booklet/>

Oceana (2016). Une prise de conscience: comment restaurer l'abondance des océans canadiens. <http://www.oceana.ca/fr/publications/reportages/une-pris-de-conscience>

Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels – Observation générale 12. Genève, 12 mai 1999. Nations Unies. Disponible en ligne : http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2fC.12%2f1999%2f5&Lang=fr

PROOF: Food Insecurity Policy Research (2015). Monitoring Food Insecurity in Canada. <http://proof.utoronto.ca/resources/fact-sheets/#monitoring>

PROOF: Food Insecurity Policy Research (2014). L'insécurité alimentaire des ménages au Canada 2014. <http://proof.utoronto.ca/resources/proof-annual-reports/annual-report-2014/>

Réseau pour une alimentation durable (2017). *D'une mosaïque complexe vers une politique cohérente: principes et priorités d'une politique alimentaire nationale au Canada*. Disponible en ligne: <https://foodsecurecanada.org/fr/principes-priorites-politique-alimentaire-nationale>

Statistique Canada (2014). Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes. <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150617/dq150617b-eng.htm>

Tarasuk, V, J. Cheng J, C de Oliveira C, N. Dachner N, C. Gundersen C, P. Kurdyak P (2015). Association between household food insecurity and annual health care costs. *Canadian Medical Association Journal*. 187(14):429-36

Venema, Henry David (2008). Biophysical and Socio-Economic Stressors for Agriculture in the Canadian Prairies In (eds) Ellen Wall, Barry Smit and Johanna Wandel *Farming in a Changing Climate: Agricultural Adaptation in Canada*. UBC Press.

Vermeulen, S.J. et al. (2012). Climate Change and Food Systems. *Annual Review of Environment and Resource* 37:195–222